

Sous ce vocable, des ONG, des syndicats, des organisations agricoles et écologiques du monde entier, ont, du 2 au 8 décembre dernier, contesté les décisions que devaient prendre le G.A.T.T à Bruxelles. Les négociations de l'Uruguay Round ont finalement échoué, achoppant notamment sur le dossier agricole et été reportées à 1991.

À l'origine du lancement de ces tractations commencées en 1986 à Punta de l'Este, le gouvernement américain voulait obtenir une large libéralisation du commerce et des réglementations dans quatre domaines peu abordés jusque là mais générateurs d'énormes profits et développements : les services, la propriété intellectuelle, les investissements et l'agriculture. La CEE n'a pas cédé sur les exigences américaines de démantèlement des soutiens des prix agricoles (malgré ses propres divisions). Par ailleurs certains lobbies protectionnistes des USA (dans les banques, les assurances, les transports et les secteurs agricoles) ont empêché toute ouverture du marché américain aux produits étrangers. Cet échec donne un répit aux initiateurs de l'action "Gattastrophe" pour continuer à informer l'opinion. En effet, le GATT n'a rien d'un organisme représentatif contrairement aux organisations de l'ONU. Sous la pression des USA, il veut régenter le commerce international sans aucune consultation démocratique. Là résident les raisons de s'inquiéter.

Le processus lancé vise en effet à changer les modes et capacités de production, à refaçonner le commerce international de façon à promouvoir les buts du capital transnational, à asseoir son monopole sur l'information, la technologie, la reproduction des espèces vivantes.

Un des points de l'ordre du jour de l'Uruguay Round l'illustre très bien : les **TRIPS (Trade Regulation on Intellectual Property : réglementation commerciale de la propriété intellectuelle)**. Cet

■	É	D
I	T	■
■	O	R
I	A	L

PAR JEAN-YVES SPARFEL

## GATTASTROPHE

ajout aux prérogatives du GATT a une importance stratégique puisqu'il peut s'étendre aux espèces vivantes animales et végétales génétiquement manipulés (sans exclure les organes humains), ce que certains ont appelé "**la patente du vivant**".

Rappels : la Cour Suprême des USA autorise en 1980 la brevetabilité d'une bactérie de dégradation du pétrole ; en 1985 elle récidive avec une variété de maïs génétiquement modifiée ; en 1988, une souris manipulée génétiquement est jugée recevable.

La production scientifique est ainsi devenue une denrée commerciale comme les autres. Enjeu de taille : selon certaines estimations, le marché mondial de l'industrie végétale serait dix fois supérieur à celui de l'industrie pharmaceutique. **Or 90% des aliments de l'homme sont d'origine végétale.** Selon les américains, l'amélioration des plantes par manipulation des ressources génétiques permet une augmentation annuelle de la production agricole d'environ un milliard de dollars. Les rendements de blé croîtraient de 25% grâce aux biotechnologies. La production moyenne de lait d'une vache doublerait d'ici l'an 2000. Les multinationales agrobiologiques ont donc investi des sommes colossales dans ces recherches.

Il y a un hic : la plupart des plantes cultivées aujourd'hui dans les pays indus-

trialisés ont leur centre d'origine ou de diversité dans des pays en voie de développement (P.V.D) dont beaucoup, victimes de la "Révolution verte" lancée par les organismes internationaux dans les années 70, ont décidé de sauvegarder leurs espèces.

Deux positions s'affrontent, déjà exprimées au sein de la FAO, de la CNUCED : le Nord affirme un droit à rechercher et collecter ces plantes sauvages sans contrepartie ; le Sud (Inde et Brésil surtout) oppose celui de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. L'accession et le contrôle des pays en voie de développement sur ces techniques de reproduction, de sélection, d'amélioration des espèces vivantes (sous forme d'hybrides, de semences plus résistantes) sont donc exigés. Ce que le GATT n'aborde évidemment pas. Au sein de la FAO, fut par contre avancée dès 1979 l'idée que les **ressources phytogénétiques sont un patrimoine de l'humanité.**

La logique du brevet, c'est celle de l'industrie agro-biologique contre l'agriculture, de la biotechnologie, contre l'autosubsistance du Tiers-Monde, des gaspilleurs contre les écologistes, de l'uniformisation contre la diversité, disent les opposants aux TRIPS.

Le double informationnel de l'univers s'installe. Les américains surtout veulent en avoir le monopole. Ils ont engagé au GATT, la guerre pour une marchandisation de la planète : moins spectaculaire qu'en Irak, mais tout aussi meurtrière car le contrôle du vivant peut être l'ultime façon de décréter la mort de ceux qui ne pourraient plus acheter et améliorer les semences, les PVD en premier lieu. "Gattastrophe" mérite donc toute notre attention et notre soutien.

La guerre en Irak a commencé au moment où nous mettions sous presse. Nous en parlerons dans le prochain numéro.